

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2024/006726]

25 APRIL 2024. — Beslissing van de WBE- Raad tot opheffing van de beslissing van de WBE-Raad betreffende de delegaties van bevoegdheden en handtekening inzake organisatie van het onderwijs en beheer van de personeelsleden van WBE van 22 augustus 2019 en tot instelling van nieuwe delegaties van bevoegdheden en handtekening inzake organisatie van het onderwijs en beheer van de personeelsleden van WBE

De WBE-Raad,

Gelet op het bijzonder decreet van 7 februari 2019 tot oprichting van de overheidsinstelling belast met het ambt van inrichtende macht voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap;

Gelet op het organiek reglement van 22 augustus 2019;

Gelet op de beslissing van de WBE-Raad betreffende de delegaties van bevoegdheden en handtekening inzake organisatie van het onderwijs en beheer van de personeelsleden van WBE van 22 augustus 2019, zoals gewijzigd;

Overwegende dat het vanwege overwegingen die verband houden met de evolutie van de interne organisatie van WBE noodzakelijk is om de delegaties van bevoegdheden aan te passen;

Overwegende dat de bovenvermelde beslissing van de WBE-raad van 22 augustus 2019 aldus, enerzijds, opgeheven moet worden;

Overwegende dat een beslissing tot instelling van nieuwe delegaties van bevoegdheden aldus, anderzijds, aangenomen moet worden;

Beslist :

Artikel 1. De beslissing van de WBE-Raad betreffende de delegaties van bevoegdheden en handtekening inzake organisatie van het onderwijs en beheer van de personeelsleden van WBE van 22 augustus 2019, gewijzigd bij de beslissingen van de WBE-Raad van 12 september 2019, 16 oktober 2019, 14 november 2019, 19 december 2019, 20 februari 2020, 19 maart 2020, 18 juni 2020, 15 oktober 2020 en 11 februari 2021, wordt opgeheven.

Art. 2. De bijgevoegde delegaties van bevoegdheden worden goedgekeurd

Art. 3. Deze beslissing treedt in werking op 25 april 2024.

Art. 4. De Administrateur-generaal is belast met de uitvoering van deze beslissing.

Gegeven te Brussel, 25 april 2024.

Voorzitster van de WBE- Raad

I. MAZZARA

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/203920]

29 AVRIL 2024. — Décret portant des mesures diverses en matière d'emploi (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Modification des dispositifs Impulsion

Article 1^{er}. L'article 3 du décret du 2 février 2017 relatif aux aides à l'emploi à destination des groupes-cibles, modifié par le décret du 21 décembre 2022, est remplacé par ce qui suit :

" Art. 3. Le demandeur d'emploi qui fait l'objet d'un engagement dans le cadre d'un contrat de travail à durée indéterminée ou dans le cadre d'un contrat de travail d'une durée de minimum deux mois bénéficie d'une allocation de travail s'il satisfait aux conditions suivantes la veille de la date de son entrée en service :

1° être un jeune demandeur d'emploi;

2° être peu qualifié ou moyennement qualifié et, dans ce dernier cas, inoccupé depuis au moins six mois;

3° avoir sa résidence principale sur le territoire de la région de langue française. "

Art. 2. L'article 4 du même décret est remplacé par ce qui suit :

" Art. 4. Le demandeur d'emploi qui fait l'objet d'un engagement dans le cadre d'un contrat de travail à durée indéterminée ou dans le cadre d'un contrat de travail d'une durée de minimum deux mois bénéficie d'une allocation de travail, selon les modalités fixées par le Gouvernement, s'il satisfait aux conditions suivantes la veille de la date de son entrée en service :

1° être un demandeur d'emploi de longue durée;

2° avoir sa résidence principale sur le territoire de la région de langue française. "

Art. 3. Dans le même décret, il est inséré un article 4/1 rédigé comme suit :

" Art. 4/1. § 1^{er}. La période pendant laquelle un travailleur est occupé dans le cadre d'un contrat de travail visé à l'article 7, 2°, de la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs, est assimilée à une période d'inoccupation du travailleur aux conditions cumulatives suivantes :

1° que cette occupation n'a pas donné lieu à l'octroi d'une allocation de travail;

2° qu'il s'agisse d'un contrat de travail dont la durée est inférieure à deux mois.

§ 2. Le demandeur d'emploi qui a exercé des activités artistiques, assujetties à la sécurité sociale des travailleurs salariés, au cours des quatre trimestres précédant le trimestre de son engagement, est assimilé à un demandeur d'emploi de longue durée.

Par demandeur d'emploi qui a exercé des activités artistiques assujetties à la sécurité sociale des travailleurs salariés, on entend toute personne inscrite, à la veille de son engagement, en tant que demandeur d'emploi inoccupé auprès du FOREm et qui a exercé des activités artistiques.

Par " activité artistique ", on entend l'activité qui fournit une contribution artistique, artistique-technique ou artistique de soutien nécessaire à la création ou à l'exécution d'une oeuvre artistique dans le domaine des arts, à savoir les arts audiovisuels, les arts plastiques, la musique, la littérature, le spectacle, le théâtre, la chorégraphie et la bande dessinée. Une contribution artistique est considérée comme nécessaire lorsque, en l'absence de celle-ci, le même résultat artistique ne pourrait être obtenu. "

Art. 4. À l'article 10 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est complété par un 3° rédigé comme suit :

" 3° le travailleur est mis en chômage temporaire. ";

2° l'alinéa 3 est complété par un 3° rédigé comme suit:

" 3° le chômage temporaire prend fin. ".

Art. 5. L'article 339 de la loi-programme du 24 décembre 2002 est remplacé par ce qui suit :

" Art. 339. § 1^{er}. Une réduction groupes-cibles peut être octroyée, selon les conditions et modalités fixées par le Gouvernement wallon, au travailleur de la catégorie 1 visée à l'article 330, aux conditions minimales suivantes :

1° le travailleur est, à la veille de son entrée en service, un demandeur d'emploi inoccupé au sens de l'article 1^{er} du décret du 2 février 2017 relatif aux aides à destination des groupes-cibles;

2° le travailleur est âgé d'au moins cinquante-cinq ans à cinquante-neuf ans au dernier jour du trimestre au cours duquel il est engagé par l'employeur;

3° le travailleur a un salaire trimestriel de référence inférieur au plafond salarial, arrêté par le Gouvernement.

La réduction groupes-cibles visée à l'alinéa 1^{er} équivaut, par trimestre, aux montants respectivement fixés par le Gouvernement pour les travailleurs qui, au dernier jour du trimestre, sont âgés d'au moins cinquante-cinq ans à cinquante-sept ans et pour les travailleurs qui, au dernier jour du trimestre, sont âgés d'au moins cinquante-huit ans à cinquante-neuf ans.

La réduction cesse à dater du premier jour du trimestre au cours duquel les travailleurs ont atteint l'âge de soixante ans.

Sans préjudice de l'application des conditions, visées aux alinéas 1^{er} à 3, la réduction groupe-cible n'est pas octroyée si le travailleur âgé ne fournit pas de prestations de travail effectives pendant le trimestre complet, sauf en cas de suspension de l'exécution du contrat de travail, telle que visée par la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, et en cas de dispense de prestations, autorisée par l'employeur, pendant la période du préavis, visée à l'article 37 de la loi précitée.

§ 2. Une réduction groupes-cibles peut être octroyée, selon les conditions et modalités fixées par le Gouvernement wallon, au travailleur de la catégorie 1 visée à l'article 330, aux conditions minimales suivantes :

1° le travailleur est âgé d'au moins soixante ans au dernier jour du trimestre;

2° le travailleur a un salaire trimestriel de référence inférieur au plafond salarial arrêté par le Gouvernement.

La réduction groupes-cibles visée à l'alinéa 1^{er} équivaut, par trimestre, aux montants respectivement fixés par le Gouvernement pour les travailleurs qui, au dernier jour du trimestre, sont âgés d'au moins soixante-cinq ans. La réduction cesse à dater du premier jour du trimestre qui suit celui au cours duquel les travailleurs ont atteint l'âge légal de la pension. Sans préjudice de l'application des conditions, visées aux alinéas 1^{er} à 3, la réduction groupe cible n'est pas octroyée si le travailleur âgé ne fournit pas de prestations de travail effectives pendant le trimestre complet, sauf en cas de suspension de l'exécution du contrat de travail telle que visée par la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, et en cas de dispense de prestations, autorisée par l'employeur, pendant la période du préavis, visée à l'article 37 de la loi précitée.

§ 3. Le Gouvernement peut modifier l'âge minimum des travailleurs visés aux paragraphes 1^{er} et 2, les montants de la réduction groupe-cible et les catégories d'âges qui en bénéficient. En tenant compte de l'évolution du marché de l'emploi pour les demandeurs d'emploi concernés, de la croissance économique et du budget, le Gouvernement peut également étendre le bénéfice de la réduction groupe-cible aux travailleurs d'autres catégories visées à l'article 330. "

CHAPITRE II. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 58 du 1^{er} décembre 2020 relatif aux diverses dispositions prises, dans le cadre du plan de rebond COVID-19, en matière d'emploi et d'insertion socioprofessionnelle, en ce compris dans le champ de l'économie sociale*

Art. 6. L'article 30 de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 58 du 1^{er} décembre 2020 relatif aux diverses dispositions prises, dans le cadre du plan de rebond COVID-19, en matière d'emploi et d'insertion socioprofessionnelle, en ce compris dans le champ de l'économie sociale, est remplacé par ce qui suit :

" Art. 30. § 1^{er}. L'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi octroie à l'employeur visé à l'article 31, pour l'engagement d'un demandeur d'emploi inoccupé, une subvention mensuelle de 1000 euros pendant une période maximale de vingt-quatre mois.

Le nombre total de subventions octroyées en application de l'alinéa 1^{er} est limité à 750 équivalents temps plein par année, tous employeurs confondus. Le Gouvernement peut, dans la limite des crédits budgétaires disponibles, modifier ce plafond ou y déroger.

Le Gouvernement détermine les modalités d'octroi, de cession et de liquidation de la subvention ainsi que de remplacement du travailleur. Il peut modifier le montant et la durée d'octroi visés à l'alinéa 1^{er} ainsi que le plafond visé à l'alinéa 2.

§ 2. Pour bénéficier de la subvention, l'employeur assure la formation du demandeur d'emploi engagé sous contrat de travail.

Le Gouvernement précise le type de formation, ainsi que le nombre d'heures minimum de formation visée à l'alinéa 1^{er}. "

Art. 7. L'article 31 du même arrêté, modifié par le décret du 21 décembre 2022, est remplacé par ce qui suit :

" Art. 31. Peuvent bénéficier de la subvention visée à l'article 30, les employeurs qui disposent d'une unité d'établissement située en région de langue française, à l'exception des employeurs suivants :

1° les institutions d'enseignement universitaire pour l'engagement d'un demandeur d'emploi inoccupé en tant que membre du personnel académique et scientifique;

2° une autre institution d'enseignement pour l'engagement d'un demandeur d'emploi inoccupé en tant que membre du personnel enseignant;

3° l'État fédéral, y compris le Pouvoir judiciaire, le Conseil d'État, l'armée et la police fédérale;

4° une Communauté ou une Région, à l'exception d'un établissement d'enseignement pour l'engagement d'un demandeur d'emploi inoccupé qui n'est pas visé aux 1° et 2°;

5° la Commission communautaire flamande, la Commission communautaire française et la Commission communautaire commune;

6° un organisme d'intérêt public ou une institution publique qui est sous l'autorité des entités visées aux 4° ou 5°."

Art. 8. A l'article 32 du même arrêté, dont le texte actuel formera le paragraphe 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, le 3° est remplacé par ce qui suit :

" 3° ne pas avoir atteint l'âge de la pension. "

2° l'article est complété par un paragraphe 2 rédigé comme suit :

" § 2. Le demandeur d'emploi inscrit au FOREm peut, après authentification, accéder à une banque de données électroniques sécurisées, sur le site internet du FOREm. Il peut vérifier sur le site s'il satisfait aux conditions visées au paragraphe 1^{er}.

L'employeur qui souhaite engager un demandeur d'emploi inoccupé peut accéder, après authentification, à la banque de données visée à l'alinéa 1^{er} afin de vérifier, la veille de l'engagement du demandeur d'emploi, si le demandeur d'emploi satisfait aux conditions visées au paragraphe 1^{er}.

Le FOREm assure la mise à jour de la banque de données électroniques sécurisées sur la base des informations dont il dispose, en ce compris les données issues de sources authentiques, ainsi que des documents justificatifs qui lui sont transmis par le demandeur d'emploi.

Les informations obtenues au terme de la vérification, visée aux alinéas 1^{er} et 2, n'exonèrent pas le demandeur d'emploi de satisfaire aux conditions visées au paragraphe 1^{er} à la veille de la date de son engagement chez l'employeur."

Art. 9. L'article 33 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

" Art. 33. § 1^{er}. L'employeur sollicite la subvention visée à l'article 30 au moyen exclusif du formulaire électronique établi à cet effet par le FOREm.

Le FOREm accuse réception de la demande dans un délai de dix jours. Lorsque la demande est incomplète, le FOREm réclame les éléments manquants à l'employeur qui dispose d'un délai de dix jours pour compléter sa demande. À défaut, le FOREm classe la demande sans suite et le notifie à l'employeur dans les trente jours à dater de la demande de subvention.

Le FOREm traite les demandes dans l'ordre chronologique de leur introduction via le formulaire électronique visé à l'alinéa 1^{er}, en tenant compte du jour, de l'heure et de la minute de l'introduction.

§ 2. Le FOREm octroie la subvention, dans la limite des crédits budgétaires disponibles, à l'employeur qui a introduit sa demande conformément au paragraphe 1^{er} et qui remplit les conditions énoncées à l'article 31. Le FOREm notifie la décision d'octroi de la subvention dans les trente jours de l'introduction de la demande.

La décision d'octroi de la subvention fixe le nombre d'équivalents temps plein pour lequel l'employeur peut bénéficier de la subvention visée à l'article 30 est limité à deux.

§ 3. Lorsque les moyens budgétaires sont épuisés ou lorsque l'employeur ne remplit pas les conditions énoncées à l'article 31, le FOREm notifie une décision de refus de la subvention dans le mois de l'introduction du formulaire de demande.

§ 4. En cas de fusion ou scission de société, d'apport d'universalité ou de branche d'activité, de cession d'universalité ou de branche d'activité, visés par le Code des sociétés et des associations, ainsi que dans les cas visés par le Livre XX " Insolvabilité des entreprises " du Code de droit économique, la subvention, ainsi que les droits et obligations liés à cette aide, sont transférés à l'entreprise reprenneuse pour autant que celle-ci réponde elle-même aux conditions énoncées à l'article 31.

L'entreprise reprenneuse informe le FOREm de l'événement visé à l'alinéa 1^{er}."

Art. 10. L'article 34 du même arrêté, modifié en dernier lieu par le décret du 21 décembre 2022, est remplacé par ce qui suit :

" Art. 34. § 1^{er}. L'employeur doit engager, dans un contrat de travail conforme à la loi du 3 juillet 1978 relative au contrat de travail, un demandeur d'emploi, répondant aux conditions visées à l'article 32, dans un délai de six mois à dater du premier jour du mois qui suit la notification de la décision d'octroi de la subvention.

La décision d'octroi de la subvention sort ses effets à dater de l'engagement et, au plus tôt à la date de l'entrée en vigueur ou à la date de la notification de la décision d'octroi de la subvention. Elle prend fin de plein droit 24 mois après l'engagement.

Lorsque l'engagement n'est pas réalisé dans le délai visé à l'alinéa 1^{er}, le bénéfice de la décision d'octroi de la subvention est définitivement perdu.

§ 2. En cas de fin de l'engagement, sous contrat de travail du travailleur engagé sur la base de la décision d'octroi de la subvention visée à l'article 30, avant l'échéance de la durée d'occupation de 24 mois, le bénéfice de la décision d'octroi est définitivement perdu.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, lorsque le travailleur quitte l'entreprise, mettant ainsi fin à son contrat de travail, pour un motif qui n'est pas imputable à l'employeur, ce dernier peut continuer à bénéficier de la décision d'octroi de l'aide à condition d'engager, dans les six mois à dater du premier jour du mois qui suit la fin du contrat du travailleur, un demandeur d'emploi inoccupé répondant aux conditions visées à l'article 32. A défaut, le bénéfice de la décision d'octroi de la subvention est définitivement perdu.

§ 3. Lorsque le travailleur engagé conformément au paragraphe 1^{er} est en incapacité de travail, l'employeur peut continuer à bénéficier de la décision d'octroi de la subvention à condition d'engager un demandeur d'emploi inoccupé répondant aux conditions visées à l'article 32. ”.

CHAPITRE III. — *Coup de boost*

Art. 11. § 1^{er}. Dans la limite des crédits inscrits à cet effet dans son budget, l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi octroie une subvention aux organisations représentatives des travailleurs qui collaborent avec lui, via des structures ad hoc dotées de la personnalité juridique renseignées par elles, pour la construction et la réalisation d'un accompagnement socioprofessionnel " Coup de boost " mettant en oeuvre différentes actions de soutien, de mobilisation, de formation et d'insertion individuelles et collectives en vue de l'insertion professionnelle du chercheur d'emploi visé au paragraphe 2.

L'accompagnement socio-professionnel " Coup de boost " se déploie sur différents sites, avec un minimum d'un site sur le territoire de chaque Instance Bassin Enseignement qualifiant - Formation - Emploi ", afin de couvrir l'ensemble du territoire de la région de langue française.

§ 2. Le chercheur d'emploi accompagné dans le cadre de l'accompagnement socioprofessionnel " Coup de boost " visé au paragraphe 1^{er} répond aux conditions cumulatives suivantes :

1° est âgé de moins de trente ans;

2° est inoccupé;

3° n'est pas aux études ni en formation;

4° rencontre des obstacles majeurs à son insertion professionnelle autres que ceux relatifs à ses compétences métier ou qui dépassent les obstacles de cet ordre.

§ 3. L'accompagnement visé au paragraphe 1^{er} répond, de la manière la plus complète et la plus intégrée possible, aux besoins et aux attentes spécifiques des chercheurs d'emploi visés au paragraphe 2, en termes d'insertion socio-professionnelle, notamment par la levée des obstacles majeurs qui freinent ou ne permettent pas d'envisager leur insertion durable sur le marché du travail.

Sous la coordination du FOREm, l'accompagnement socio-professionnel visé au paragraphe 1^{er} est réalisé par une équipe pluridisciplinaire rassemblant des conseillers du FOREm et des accompagnateurs sociaux affectés par les organisations représentatives des travailleurs ou les structures ad hoc visées au paragraphe 1^{er}.

§ 4. La subvention visée au paragraphe 1^{er} est, par site, couverte de 79 303,05 euros pour une année complète de prestations pour un équivalent temps-plein " accompagnateur social ", indexée selon l'indice des prix à la consommation et calculée au prorata du nombre de mois prestés pour l'année pour laquelle la subvention est octroyée. Le total de la subvention octroyée par site couvre deux accompagnateurs sociaux, exprimés en équivalent temps-plein.

La subvention visée à l'alinéa 1^{er} est complétée par un montant de 107 625,57 euros par an pour un équivalent temps-plein " coordinateur ". Le total de la subvention octroyée couvre quatre coordinateurs, exprimés en équivalent temps-plein.

La subvention visée au paragraphe 1^{er} est destinée à couvrir tout ou partie du coût salarial des accompagnateurs sociaux et du coordinateur affectés par les organisations représentatives des travailleurs ou les structures ad hoc visées au paragraphe 1^{er}, à la mise en oeuvre de l'accompagnement socioprofessionnel, des frais de fonctionnement, de structure et administratifs y afférents, effectivement supportés par elles, pour l'année de prestation pour laquelle la subvention est octroyée et dans la limite de l'objet visé au paragraphe 1^{er}.

Le Gouvernement peut modifier les montants visés à l'alinéa 2. Le Gouvernement peut modifier le nombre maximum d'équivalents temps-pleins visés aux alinéas 1^{er} et 2.

§ 5. Le FOREm et les organisations représentatives des travailleurs, via leurs structures ad hoc dotées de la personnalité juridique renseignées par elles, concluent une convention précisant les éléments suivants :

1° les modalités de liquidation de la subvention;

2° les pièces justificatives à fournir par le bénéficiaire de la subvention;

3° les modalités particulières de contrôle et de remboursement de tout ou partie de la subvention.

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

Art. 12. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2025.

Art. 13. Les dispositions applicables aux situations visées aux articles 1^{er} et 2 continuent à s'appliquer aux contrats de travail qui étaient en cours d'exécution au 31 décembre 2024, jusqu'à leur échéance.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 29 avril 2024.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Économie
sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

Note

(1) Session 2023-2024.

Documents du Parlement wallon, 1762 (2023-2024) N° 1 à 7

Compte rendu intégral, séance plénière du 26 avril 2024

Discussion.

Vote.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2024/203920]

29 APRIL 2024. — Decreet houdende diverse maatregelen inzake werkgelegenheid (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen van de regelingen "Impuls"*

Artikel 1. Artikel 3 van het decreet van 2 februari 2017 betreffende de steun voor tewerkstelling ten behoeve van de doelgroepen wordt vervangen als volgt:

"Art. 3. De werkzoekende met een arbeidsovereenkomst voor onbepaalde tijd of met een arbeidsovereenkomst voor ten minste twee maanden geniet een werkuitkering als hij de dag voor zijn indiensttreding aan de volgende voorwaarden voldoet:

1° een jonge werkzoekende zijn;

2° laaggeschoold of middelmatig geschoold zijn en, in dit laatste geval, sinds minstens zes maanden werkloos zijn;

3° zijn hoofdverblijfplaats hebben op het grondgebied van het Franse taalgebied. "

Art. 2. Artikel 4 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt:

"Art. 4. De werkzoekende met een arbeidsovereenkomst voor onbepaalde tijd of met een arbeidsovereenkomst voor ten minste twee maanden geniet een werkuitkering volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten als hij de dag voor zijn indiensttreding aan de volgende voorwaarden voldoet:

1° een langdurige werkzoekende zijn;

2° zijn hoofdverblijfplaats hebben op het grondgebied van het Franse taalgebied. "

Art. 3. Er wordt een artikel 4/1 in hetzelfde decreet ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 4/1. § 1. De periode gedurende dewelke een werknemer tewerkgesteld is in het kader van een arbeidsovereenkomst bedoeld in artikel 7, 2°, van de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers, wordt gelijkgesteld met een periode van werkloosheid van de werknemer onder de volgende cumulatieve voorwaarden:

- 1° die tewerkstelling heeft geen aanleiding gegeven tot de toekenning van een werkuitkering;
- 2° de arbeidsovereenkomst is aangegaan voor een periode van minder dan twee maanden.

§ 2. De werkzoekende die gedurende de vier kwartalen voorafgaand aan het kwartaal waarin hij is aangeworven een artistieke activiteit heeft uitgeoefend die onderworpen is aan de sociale zekerheid voor werknemers, wordt gelijkgesteld met een langdurig werkzoekende.

Onder werkzoekende die artistieke activiteiten heeft uitgeoefend die onderworpen zijn aan de sociale zekerheid voor werknemers, wordt verstaan elke persoon die als niet-werkende werkzoekende ingeschreven is bij "FOREm" op de dag vóór zijn aanwerving en die artistieke activiteiten heeft uitgeoefend.

Onder artistieke activiteit wordt verstaan, een activiteit die een artistieke, artistiek-technische of artistiek-ondersteunende bijdrage levert die noodzakelijk is voor de creatie of uitvoering van een artistiek werk op het gebied van de kunsten, d.w.z. audiovisuele kunsten, beeldende kunsten, muziek, literatuur, podiumkunsten, theater, choreografie en stripverhalen. Een artistieke bijdrage wordt als noodzakelijk beschouwd als zonder die bijdrage niet hetzelfde artistieke resultaat zou kunnen worden bereikt. "

Art. 4. In artikel 10 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° lid 1 wordt aangevuld met een punt 3°, luidend als volgt:

"3° de werknemer tijdelijk werkloos wordt. ";

2° het derde lid wordt aangevuld met een punt 3°, luidend als volgt:

"3° de tijdelijke werkloosheid eindigt. "

Art. 5. Artikel 339 van de wet van 24 december 2002 wordt vervangen als volgt:

"Art. 339. § 1. Een doelgroepvermindering kan, overeenkomstig de door de Waalse Regering vastgestelde voorwaarden en modaliteiten, worden toegekend aan een werknemer van categorie 1 zoals bedoeld in artikel 330, onder de volgende minimumvoorwaarden:

1° de werknemer is op de dag voor zijn indiensttreding een niet-werkende werkzoekende in de zin van artikel 1 van het decreet van 2 februari 2017 betreffende de steun voor tewerkstelling ten behoeve van de doelgroepen;

2° de werknemer is tussen vijfenvijftig en negenenvijftig jaar oud op de laatste dag van het kwartaal waarin hij door de werkgever wordt aangeworven;

3° de werknemer heeft een refertekwartaalloon lager dan de door de Regering bepaalde loongrens.

De in lid 1 bedoelde doelgroepvermindering is per kwartaal gelijk aan de bedragen die respectievelijk door de Regering zijn vastgesteld voor de werknemers die op de laatste dag van het kwartaal tussen vijfenvijftig en zevenenvijftig jaar oud zijn en voor de werknemers die op de laatste dag van het kwartaal tussen achtenvijftig en negenenvijftig jaar oud zijn.

De vermindering houdt op de eerste dag van het kwartaal waarin de werknemers de leeftijd van zestig jaar bereiken.

Onverminderd de toepassing van de voorwaarden vermeld in de leden 1 tot 3, wordt de doelgroepvermindering niet toegekend als de oudere werknemer in het volledige kwartaal geen effectieve arbeidsprestaties levert, behalve in geval van schorsing van de uitvoering van de arbeidsovereenkomst als vermeld in de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, en bij de door de werkgever toegestane vrijstelling van prestaties tijdens de periode van opzegging, vermeld in artikel 37 van de voormelde wet.

§ 2. Een doelgroepvermindering kan, overeenkomstig de door de Waalse Regering vastgestelde voorwaarden en modaliteiten, worden toegekend aan een werknemer van categorie 1 zoals bedoeld in artikel 330, onder de volgende minimumvoorwaarden:

1° de werknemer is minstens zestig jaar oud op de laatste dag van het kwartaal;

2° de werknemer heeft een refertekwartaalloon lager dan de door de Regering bepaalde loongrens.

De in lid 1 bedoelde doelgroepvermindering is per kwartaal gelijk aan de bedragen die respectievelijk door de Regering zijn vastgesteld voor werknemers die op de laatste dag van het kwartaal ten minste zestig tot vierenzestig jaar oud zijn en voor werknemers die op de laatste dag van het kwartaal ten minste vijfenzestig jaar oud zijn. De vermindering houdt op vanaf de eerste dag van het kwartaal volgend op het kwartaal waarin de werknemers de wettelijke pensioenleeftijd hebben bereikt. Onverminderd de toepassing van de voorwaarden vermeld in de leden 1 tot 3, wordt de doelgroepvermindering niet toegekend als de oudere werknemer in het volledige kwartaal geen effectieve arbeidsprestaties levert, behalve in geval van schorsing van de uitvoering van de arbeidsovereenkomst als vermeld in de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, en bij de door de werkgever toegestane vrijstelling van prestaties tijdens de periode van opzegging, vermeld in artikel 37 van de voormelde wet.

§ 3. De Regering kan de minimale leeftijd van de in paragrafen 1 en 2 bedoelde werknemers, de bedragen van de doelgroepvermindering en de leeftijdscategorieën die ze genieten, wijzigen. Rekening houdende met de ontwikkeling van de arbeidsmarkt voor de betrokken werkzoekenden, met de economische groei en met de begroting kan de Regering ook het voordeel van de doelgroepvermindering uitbreiden tot werknemers van andere categorieën bedoeld in artikel 330. "

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 58 betreffende verschillende bepalingen die in het kader van het "plan rebond" COVID-19 zijn genomen inzake werkgelegenheid en socioprofessionele inschakeling, sociale economie inbegrepen*

Art. 6. Artikel 30 van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 58 betreffende verschillende bepalingen die in het kader van het "plan rebond" COVID-19 zijn genomen inzake werkgelegenheid en socioprofessionele inschakeling, sociale economie inbegrepen, wordt vervangen als volgt:

"Art. 30. § 1. De "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" kent aan de in artikel 31 bedoelde werkgever gedurende een periode van maximum vierentwintig maanden een maandelijks subsidie van 1.000 euro toe voor de aanwerving van een niet-werkende werkzoekende.

Het totale aantal subsidies dat krachtens lid 1 wordt toegekend, is beperkt tot 750 voltijdsequivalenten per jaar voor alle werkgevers. De Regering kan, binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, dit plafond wijzigen of ervan afwijken.

De Regering bepaalt de modaliteiten voor de toekenning, overdracht en vereffening van de subsidie en voor de vervanging van de werknemer. Zij kan het bedrag en de duur van de in lid 1 bedoelde subsidie en het in lid 2 bedoelde plafond wijzigen.

§ 2. Om in aanmerking te komen voor de subsidie, zorgt de werkgever voor de opleiding van de werkzoekende die wordt aangeworven met een arbeidsovereenkomst.

De Regering specificeert het type opleiding en het minimumaantal uren opleiding bedoeld in lid 1. "

Art. 7. Artikel 31 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 21 december 2022, wordt vervangen als volgt:

"Art. 31. De werkgevers die beschikken over een inrichtingseenheid die in het Franse taalgebied gevestigd is, kunnen in aanmerking komen voor de in artikel 30 bedoelde subsidie, met uitzondering van de volgende werkgevers:

1° universitaire onderwijsinstellingen voor de aanwerving van een niet-werkende werkzoekende als lid van het academisch en wetenschappelijk personeel;

2° een andere onderwijsinstelling voor de aanwerving van een niet-werkende werkzoekende als lid van het academisch en wetenschappelijk personeel;

3° de federale Staat, met inbegrip van de rechterlijke macht, de Raad van Staat, de leger en de federale politie;

4° een Gemeenschap of een Gewest, met uitzondering van een onderwijsinstelling, voor de aanwerving van een niet-werkende werkzoekende die niet bedoeld is in 1° en 2°;

5° de Vlaamse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie;

6° een instelling van openbaar nut of een openbare instelling die onder het gezag staat van de entiteiten bedoeld in 4° of 5°. "

Art. 8. In artikel 32 van hetzelfde Wetboek, waarvan de huidige tekst paragraaf 1 zal vormen, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid wordt punt 3° vervangen als volgt:

"3° de pensioengerechtigde leeftijd niet hebben bereikt; "

2° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 2, luidend als volgt:

" § 2. De werkzoekende die geregistreerd is bij "FOREm" kan, na authenticatie, toegang krijgen tot een beveiligde elektronische database op de website van "FOREm". Hij kan op de site controleren of hij voldoet aan de in § 1 bedoelde voorwaarden

De werkgever die een niet-werkende werkzoekende in dienst wil nemen, heeft na authenticatie toegang tot de in lid 1 bedoelde databank om de dag voordat de werkzoekende in dienst wordt genomen te controleren of de werkzoekende voldoet aan de in § 1 bedoelde voorwaarden.

"FOREm" werkt de beveiligde elektronische database bij op basis van de informatie waarover hij beschikt, inclusief gegevens uit authentieke bronnen en de bewijsstukken die de werkzoekende opstuurt.

De inlichtingen die zijn verkregen ten gevolge van de in de leden 1 en 2 bedoelde verificatie ontslaan de werkzoekende niet van de verplichting om aan de in § 1 bedoelde voorwaarden te voldoen op de dag voorafgaand aan de datum waarop hij bij de werkgever in dienst treedt. "

Art. 9. Artikel 33 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

"Art. 33. § 1. De werkgever vraagt de in artikel 30 bedoelde subsidie uitsluitend aan met behulp van het daartoe door "FOREm" opgestelde elektronische formulier.

"FOREm" bericht ontvangst van de aanvraag binnen tien dagen. Als de aanvraag onvolledig is, zal "FOREm" de ontbrekende informatie opvragen bij de werkgever, die tien dagen heeft om de aanvraag aan te vullen. Zo niet, dan sluit "FOREm" de aanvraag af en stelt de werkgever binnen dertig dagen na de subsidieaanvraag op de hoogte.

"FOREm" verwerkt aanvragen in chronologische volgorde van indiening via het in lid 1 genoemde elektronische formulier, rekening houdend met de dag, het uur en de minuut van indiening.

§ 2. "FOREm" verleent de subsidie binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten aan de werkgever die zijn aanvraag overeenkomstig paragraaf 1 heeft ingediend en die voldoet aan de voorwaarden van artikel 31. De Minister geeft kennis van zijn beslissing binnen de dertig dagen na de indiening van de aanvraag.

De beslissing tot toekenning van de subsidie bepaalt het aantal voltijdsequivalenten waarvoor de subsidie wordt toegekend. Het aantal voltijdsequivalenten waarvoor de werkgever de in artikel 30 bedoelde subsidie kan krijgen, is beperkt tot twee.

§ 3. Als de begrotingsmiddelen uitgeput zijn of als de werkgever niet voldoet aan de voorwaarden van artikel 31, deelt "FOREm" binnen een maand na indiening van het aanvraagformulier mee dat de subsidie wordt geweigerd.

§ 4. In het geval van fusie of splitsing van een onderneming, inbreng van een algemeenheid of bedrijfstak, afstand van algemeenheid of bedrijfstak, bedoeld in het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, evenals in de gevallen bedoeld in Boek XX, "Insolventie van ondernemingen", van het Wetboek van economisch recht worden de subsidie en de rechten en verplichtingen gebonden aan die steun aan de overnemende onderneming overgedragen mits deze laatste zelf voldoet aan de voorwaarden gesteld in artikel 31.

De overnemende onderneming stelt "FOREm" in kennis van de in lid 1 bedoelde gebeurtenis. "

Art. 10. Artikel 34 van hetzelfde decreet, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 21 december 2022, wordt vervangen als volgt:

"Art. 34. § 1. De werkgever moet de werkzoekende die voldoet aan de voorwaarden van artikel 32, aanwerven met een arbeidsovereenkomst die voldoet aan de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, binnen zes maanden vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de kennisgeving van de beslissing tot toekenning van de beurs.

De toekenningsbeslissing treedt in werking vanaf de datum van de aanwerving en op zijn vroegst op de datum van inwerkingtreding of de datum van kennisgeving van de toekenningsbeslissing. Ze eindigt automatisch 24 maanden na de aanwerving.

Indien de aanwerving niet binnen de in lid 1 bedoelde termijn wordt nagekomen, gaat het voordeel van de beslissing tot toekenning van de subsidie definitief verloren.

§ 2. Indien de arbeidsovereenkomst van de werknemer die in dienst is genomen op basis van de in artikel 30 bedoelde toekenningsbeslissing vóór het einde van de periode van 24 maanden wordt beëindigd, gaat het voordeel van de toekenningsbeslissing definitief verloren.

In afwijking van lid 1 kan de werkgever en wanneer de werknemer de onderneming verlaat en aldus zijn arbeidsovereenkomst beëindigt om een reden die hem niet kan worden toegerekend, de beslissing tot toekenning van de steun blijven genieten op voorwaarde dat hij binnen zes maanden vanaf de eerste dag van de maand volgende op het einde van de arbeidsovereenkomst van de werknemer een niet-werkende werkzoekende in dienst neemt die voldoet aan de in artikel 32 bedoelde voorwaarden. Anders gaat het voordeel van de beslissing tot toekenning van de beslissing definitief verloren.

§ 3. Wanneer de werknemer die overeenkomstig paragraaf 1 in dienst is genomen, arbeidsongeschikt is, kan de werkgever gebruik blijven maken van de beslissing tot toekenning van de subsidie, mits hij een niet-werkende werkzoekende in dienst neemt die voldoet aan de in artikel 32 bedoelde voorwaarden. "

HOOFDSTUK III. — "Coup de boost"

Art. 11. § 1. Binnen de perken van de daartoe in zijn begroting uitgetrokken kredieten verleent de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" een subsidie aan de representatieve werknemersorganisaties die met hem samenwerken, via door hen geïnformeerde ad-hocstructuren met rechtspersoonlijkheid, voor het opzetten en uitvoeren van een socioprofessionele begeleiding "Coup de boost" die diverse individuele en collectieve begeleidings-, mobilisatie-, opleidings- en integratieacties uitvoert met het oog op de professionele inschakeling van de in § 2 bedoelde werkzoekende.

De socioprofessionele begeleiding "Coup de boost" wordt op verschillende sites gegeven, met een minimum van één site op het grondgebied van elke regio-instantie kwalificerend onderwijs - vorming - arbeidsmarkt, om het hele Franse taalgebied te bestrijken.

§ 2. De werkzoekende die wordt begeleid in het kader van de in lid 1 bedoelde socioprofessionele begeleiding "Coup de boost" voldoet aan de volgende cumulatieve voorwaarden:

1° hij is jonger dan dertig jaar;

2° hij is werkloos;

3° hij volgt geen onderwijs of opleiding;

4° hij ondervindt belangrijke belemmeringen voor professionele inschakeling die geen verband houden met hun beroepsvaardigheden of die verder gaan dan dergelijke belemmeringen.

§ 3. De in § 1 bedoelde begeleiding beantwoordt op een zo volledig en geïntegreerd mogelijke wijze aan de specifieke behoeften en verwachtingen van de in § 2 bedoelde werkzoekenden op het gebied van socioprofessionele inschakeling, met name door het wegnemen van de belangrijkste hindernissen die hun duurzame integratie op de arbeidsmarkt in de weg staan of belemmeren.

Onder coördinatie van "FOREm" wordt de in § 1 bedoelde socioprofessionele begeleiding geboden door een multidisciplinair team dat bestaat uit adviseurs van "FOREm" en maatschappelijk werkers die door de in § 1 bedoelde representatieve werknemersorganisaties of ad-hocstructuren zijn aangewezen.

§ 4. De in § 1 bedoelde subsidie bedraagt per locatie 79.303,05 euro voor een volledig jaar dienstverlening voor een voltijds equivalent "maatschappelijk werker", geïndexeerd aan de consumentenprijsindex en berekend naar rato van het aantal gewerkte maanden voor het jaar waarvoor de subsidie wordt toegekend. De totale subsidie per site dekt twee maatschappelijk werkers, uitgedrukt in voltijdsequivalenten.

De in lid 1 bedoelde subsidie wordt aangevuld met een bedrag van 107.625,57 euro per jaar voor een voltijds equivalent "coördinator". De totale subsidie per site dekt twee maatschappelijk werkers, uitgedrukt in voltijdsequivalenten.

De in lid bedoelde subsidie is bestemd voor de gehele of gedeeltelijke dekking van de loonkosten van de maatschappelijk werkers en de coördinator die door de representatieve werknemersorganisaties of de ad hoc structuren bedoeld in paragraaf 1, worden ingezet voor de uitvoering van de socioprofessionele begeleiding, de daarmee samenhangende operationele, structurele en administratieve kosten die daadwerkelijk door hen worden gedragen, voor het dienstjaar waarvoor de subsidie wordt verleend en binnen de grenzen van het in lid 1 bedoelde doel.

De Regering kan de in het tweede lid bedoelde bedragen wijzigen. De Regering kan het maximum aantal voltijdse equivalenten, bedoeld in het eerste lid en het tweede lid, wijzigen.

§ 5. "FOREm" en de representatieve werknemersorganisaties sluiten, via hun ad hoc structuren met rechtspersoonlijkheid die zij informeren, een overeenkomst waarin de volgende elementen worden gespecificeerd:

- 1° de modaliteiten voor de uitbetaling van de subsidie;
- 2° bewijsstukken te verstrekken door de begunstigde van de subsidie;
- 3° de specifieke modaliteiten voor de opvolging en de gehele of gedeeltelijke terugbetaling van de subsidie.

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

Art. 12. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2025.

Art. 13. De bepalingen die van toepassing zijn op de situaties bedoeld in de artikelen 1 en 2 blijven van toepassing op arbeidsovereenkomsten die liepen op 31 december 2024, totdat deze aflopen.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 29 april 2024.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie,
Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie,
Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag,
Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

—
Nota

(1) Zitting 2023-2024.

Stukken van het Waals Parlement 1762 (2023-2024) Nrs 1 tot 7.

Volledig verslag, plenaire zitting van 26 april 2024

Bespreking.

Stemming.